

UNITÉ

La filière INVESTIGATION seule barrière contre le Narcotrafic et le crime organisé !

Une fois de plus, le travail acharné des enquêteurs de la BCRB en synergie avec l'opérationnalité de la BRI ont permis d'éviter le pire et de mettre à mal le crime organisé.

Un commando colombien arrêté à Lyon par la brigade antigang

Cinq hommes étaient soupçonnés d'une tentative de règlement de comptes lié au narcotrafic qui gagne la région

LYON - correspondant

Un commando présumé de quatre ressortissants colombiens lourdement armés a été neutralisé par la brigade antigang, dans la nuit du dimanche au lundi 19 janvier, près de la gare de Perrache, dans le 2^e arrondissement de Lyon, selon les informations du *Monde*. Un cinquième complice a été interpellé dans l'un des deux appartements de la ville qui servaient de planque à l'équipe, dans les 7^e et 2^e arrondissements, où d'autres armes ont été découvertes.

Les quatre hommes, âgés de 25 à 30 ans environ, circulaient à bord d'une voiture volée, et leur départ après plusieurs heures d'attente sur un parking laisse fortement soupçonner l'imminence d'un

règlement de comptes. En toile de fond, une guerre de territoire pour le narcotrafic, qui trouve son origine dans le quartier de la Duchère, dans le 9^e arrondissement.

Pour les enquêteurs, cette interpellation s'inscrit dans l'affrontement entre deux clans pour le contrôle de points de deal, marqué par de nombreux épisodes sanglants depuis quatre ans. Dans cette guerre de territoire, les policiers prêtent un rôle déterminant à Karim Ben Addi, alias « Fiston », suspecté d'avoir téléguidé une série d'actions criminelles dans un large rayon autour de Lyon.

Faisant l'objet d'une notice rouge d'Interpol, interpellé dans la province de Cali, l'homme est incarcéré en Colombie, où il s'était réfugié en août 2022. Cité dans un prochain procès aux assises de

Lyon, il est en voie d'extradition, selon une procédure compliquée par le manque de convention bilatérale entre Paris et Bogota. Intercepté par la brigade antigang de Lyon en 2015 pour un go fast, Karim Ben Addi a pris, en quelques années, une puissante envergure dans le banditisme lyonnais.

« Plus exposée que Marseille »

Les spécialistes de la criminalité datent le début de cette guerre de territoire au 25 octobre 2021, jour où des policiers de la brigade anticriminalité ont essuyé des tirs d'arme automatique près de la barre Sakharov, un immeuble aux longues coursives qui favorisait le trafic, dans le quartier de la Duchère. Selon les analystes, les policiers avaient été pris pour des concurrents par des trafiquants.

Dans les mois suivants, plusieurs fusillades ont éclaté dans ce secteur. Le 19 mars 2022, un individu ouvrait le feu et blessait cinq mineurs tenant un point de deal, avant de lâcher une grenade dans les coursives de l'immeuble. En mai, trois autres étaient blessés, touchés par des projectiles de fusil d'assaut, et les expertises balistiques permettaient de relier ces différents événements. L'épisode le plus sanglant s'est produit le 14 juin, toujours à la même adresse, lorsque des assaillants tiraient en rafale au fusil d'assaut de calibre 7,62 sur un groupe. Bilan : deux morts et deux blessés.

Le 24 septembre 2022, la police lyonnaise déjouait un règlement de compte, en stoppant deux complices à scooter, dont un armé d'un pistolet, qui prenaient en

filature un rival. Les perquisitions permettaient de découvrir un arsenal, donnant la mesure de l'affrontement entre le clan présumé de Karim Ben Addi et celui de ses anciens associés devenus concurrents : onze armes, dont deux kalachnikovs, et une grenade.

Les conversations interceptées par les enquêteurs ont évoqué des projets d'expéditions punitives, dont plusieurs ont visé des proches des protagonistes. Comme l'incendie de l'appartement de la femme d'un concurrent supposé, ou le jet d'une grenade au domicile de ses parents. Ces tensions n'ont jamais cessé depuis, s'élargissant dans la région, de Valence à Dijon. Quatorze suspects au total ont été interpellés et écroués dans les différentes enquêtes relatives à la guerre de la Duchère. « La

peur s'est installée chez plusieurs proches et chez les familles des personnes impliquées. Ils craignent des représailles », décrit un avocat intervenant dans ces dossiers, qui préfère ne pas être nommé.

Les autorités judiciaires estiment que la région lyonnaise est désormais « plus exposée que Marseille » pour des assassinats liés au narcotrafic. Dans ce contexte, des ressortissants colombiens sont apparus à plusieurs reprises dans des précédentes investigations de la police lyonnaise, pour des tentatives de représailles, notamment près de Valence et à Meyzieu (métropole de Lyon) en novembre 2024, où deux Colombiens ont été interpellés par la brigade antigang, soupçonnés d'un passage à l'acte imminent. ■

RICHARD SCHITTLY

L'engagement de nos collègues doit être reconnu et récompensé.

Le plan investigation doit être à la hauteur de l'investissement des agents de la filière.

Suivez-nous



Temps
de travail

Stock
de dossier

Augmentation
des
effectifs

Prime
BRI

Prime
investigation

UNITÉ.MI
FO
LA FÉDÉRATION DE SYNDICATS POLICIERS APPUYÉE DU MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

22/01/2026